

LYON
CAPITALE
LES ESPRITS LIBRES

VÉLO'V

**POURQUOI LES TARIFS
VONT AUGMENTER**

**CHAUFFAGE URBAIN
UN MARCHÉ PUBLIC
TOUJOURS PIPÉ !**

MÉDICAMENTS INEFFICACES ?
**CES HOMÉOPATHES
QUI ACCUSENT
BOIRON**

ENQUÊTE EXCLUSIVE



**ILS ONT TESTÉ LES NOUVEAUX
RYTHMES SCOLAIRES**

R 29970 - 727 - 3,50 €





Les anti-homéopathie accusent Boiron de ne vendre que du vent ; le leader mondial de l'homéopathie fait notamment face à des "class actions" en Amérique du Nord. Par ailleurs, nombre d'homéopathes "orthodoxes" soupçonnent l'entreprise lyonnaise de profiter de son quasi-monopole pour modeler le marché à son avantage, au risque de tuer la "véritable" homéopathie. Boiron invoque la réglementation européenne. La société reste cependant une valeur sûre boursière ; sa rentabilité augmente, mais des réductions d'effectifs inquiètent le personnel. État des lieux.

■ ENQUÊTE RÉALISÉE PAR ARIANE DENOYEL

Que l'on croie à l'homéopathie ou que l'on considère les granules comme de la poudre de perlimpinpin, impossible de nier qu'il s'agit d'un marché important. Plus d'un Français sur deux y a eu recours, et plus de la moitié des jeunes parents l'utilisent pour leurs enfants. L'homéopathie représente environ 3,5 % du marché français du médicament. Et la pétition "pour la sauvegarde de la médecine homéopathique" lancée sur Avaaz par des patients et des médecins, dont le Varois Didier Grandgeorge, dépasse les 76 000 signatures (1).

Le motif d'inquiétude des médecins et des patients, en France et dans certains pays étrangers : la disparition de certains remèdes. Pourtant, il s'est révélé difficile de trouver un médecin qui accepte de s'exprimer à visage découvert, tant Boiron est omniprésent dans le secteur. Du fait de son quasi-monopole sur les produits homéopathiques en France, et de sa puissance financière, la firme lyonnaise dispose d'un pouvoir d'influence considérable, notamment dans la recherche et l'enseignement. Des exemples ? Fin 2011, un amphithéâtre de médecine de Lyon-Sud. L'entreprise se félicite, sur son site destiné aux investisseurs, de mener 85 programmes de recherche, pour un montant dépassant 6 millions d'euros. L'organisme dédié à la recherche, l'Institut Boiron, organise tous les deux ans des "Journées" rassemblant universitaires, chercheurs et médecins ; leurs travaux font parfois l'objet d'une publication spécifique. Le site Medical.boiron.fr, réservé aux médecins, donne la liste de toutes les formations, col-

loques, séminaires que l'entreprise organise ou parraine. Bref, mieux vaut être dans les petits papiers du géant lyonnais. Plus précisément, chaque fois que vous passez devant une pharmacie, vous avez toutes les chances d'apercevoir, en vitrine, une publicité Boiron. Une politique marketing offensive qui porte ses fruits : le chiffre d'affaires 2012 est en hausse de 8,2 % à 566 millions d'euros, dont plus de la moitié (326 millions) réalisée en France. Certains médecins se risquent tout de même à parler, mais nombre d'entre eux sont à l'étranger. Comme le docteur Philippe Devos, président de l'Unio Homœopathica Belgica, syndicat des homéopathes belges. *"Auparavant, je pouvais tout me procurer en quelques heures, alors qu'aujourd'hui certains remèdes ont complètement disparu, regrette-t-il. Pour une médecine individualisante comme l'homéopathie, c'est catastrophique. La survie même de l'homéopathie est en jeu ! Depuis que Boiron a investi le marché belge, j'en suis souvent réduit à passer commande à l'étranger, notamment auprès du labo allemand Heel et du britannique Helios."*

Boiron élimine-t-il les produits les moins rentables ?

Cette raréfaction cache-t-elle une élimination de certains remèdes plus coûteux à produire ? C'est le soupçon exprimé par nombre d'homéopathes, qui visent directement Boiron. Le leader mondial de l'homéopathie est installé à Lyon depuis la création, en 1930, de ce qui s'appelait alors Laboratoire central homéopathique rhodanien. Ces homéopathes soupçonnent l'entreprise, dont les remèdes sont vendus

Du fait des dilutions successives, il ne subsiste aucun principe actif dans Oscillo. Ce qui est peut-être heureux, puisqu'il est fabriqué à partir de viscères de canards malades, qu'on laisse pourrir pendant 40 jours et dont on dilue un extrait des centaines de fois. Les homéopathes de toutes tendances invoquent les vertus de la dilution et de la "dynamisation" pour expliquer que de tels produits puissent être efficaces. Les "anti" parlent d'effet placebo.



dans 58 pays, de profiter d'une complexification des normes européennes pour retirer du marché des produits moins rentables. Parmi lesquels des souches qu'ils jugent efficaces et utiles, mais dont l'utilisation serait trop rare, aux yeux de Boiron, pour en poursuivre la production. Au sein du géant lyonnais, on récuse cette

analyse. Et l'on rappelle que le labo est tenu, en vertu des directives de 1992 et de 2001 transposées en droit français, de déposer pour chaque substance un dossier auprès de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM). "Tous les produits existants doivent être évalués au regard de cette nouvelle

En 2004, Christian Boiron avait cédé la présidence à son frère Thierry. En 2011, l'aîné a repris le pouvoir. De quoi nourrir chez les salariés des préoccupations sur l'avenir de l'actionnariat familial.



réglementation : c'est ce qu'on appelle la révision du marché", résume Géraldine Garayt, pharmacien chargée de l'information médicale chez Boiron, qui a travaillé dix ans sur les aspects réglementaires des médicaments. Signalons au passage que l'on insiste, chez Boiron, sur l'utilisation de l'expression "médicaments homéopathiques" puisque les préparations homéopathiques ont en France le statut de médicament. Le mot "remède" peut "mettre l'homéopathie à part de la médecine", selon les termes de Jean-François Lurol, directeur des relations extérieures chez Boiron, ajoutant que l'entreprise "est un laboratoire pharmaceutique comme les autres, avec des contrôles et des inspections". Les laboratoires homéopathiques – Boiron en tête – doivent donc, pour chaque médicament, demander soit une autorisation de mise sur le marché (AMM – pour ceux revendiquant une indication thérapeutique), soit un enregistrement homéopathique (EH). "En pratique, nous devons déposer un dossier détaillant la fabrication, la façon dont on assure la stabilité, l'homogénéité, etc., comme en allopathie", reprend Géraldine Garayt. Et nous devons

prouver que l'usage homéopathique est établi grâce à des bibliographies. C'est notre première tâche : chercher des sources, dans le monde entier, pour vérifier que l'usage est suffisamment documenté. Dans le cas contraire, nous n'avons aucune chance d'obtenir EH ou AMM, donc nous ne présentons même pas le dossier."

Sans compter que l'ANSM facture au minimum 760 euros par demande d'EH ou d'AMM. Une somme négligeable au regard de celles nécessaires à la constitution du dossier, fait-on valoir chez Boiron : pour une teinture-mère de plante bien documentée, la facture avoisine 8 000 à 10 000 euros, dans des cas plus complexes elle peut atteindre 40 000 euros.

Le processus de révision du marché, démarré en 2000, doit durer au moins jusqu'en 2015. D'ici là, les remèdes sont toujours commercialisables, sous le régime dit du visa ; après cette date, en revanche,



"Boiron, c'est le McDo de l'homéopathie"

Dr Grandgeorge

les médicaments qui n'auront pas été validés seront interdits de vente en attendant la délivrance d'une future autorisation. Boiron souligne que l'ANSM évaluée à son rythme, sur lequel les laboratoires n'ont pas de prise. "C'est un véritable marathon : nous avons déposé 900 enregistrements et le but est d'atteindre les 1 163, car c'est le nombre de souches reconnues et remboursées en France depuis 1984, reprend Géraldine Garayt. Sur les 250 souches déjà examinées, 27 ont été retoquées, parmi lesquelles la piloselle, qui ne sera plus disponible qu'en phytothérapie ou en complément alimentaire, et non plus en médica-

ment ni en teinture-mère homéopathiques." Une fois l'EH obtenu, le laboratoire est tenu de fabriquer le médicament de la façon décrite dans le dossier. "Notre fabrication est industrielle, on ne prépare pas pour un seul patient, ce qui exclut toutes les préparations magistrales, détaille Géraldine Garayt. Pour ces dernières, Boiron a 31 "préparatoires (2)", c'est-à-dire des unités spécialisées. On garde donc en propre ce qui peut être industrialisé – sachant qu'un médicament est périmé après cinq ans. Pour déterminer quelles souches peuvent être produites industriellement, nous examinons les chiffres de vente. Autrefois, notre limite était fixée à 1 000 unités par an. Mais il existe des souches comme Acetanilidum, dont on produisait 82 unités par an, toutes dilutions

>>>

"C'est cher, pour du sucre"

Boiron fait également face, depuis sa création, à des critiques virulentes dénonçant l'homéopathie comme de la charlatanerie. Aux États-Unis, plusieurs de ses produits ont fait l'objet de recours collectifs (*class actions*) pour publicité mensongère, notamment au motif qu'ils "ne contenaient pas la moindre trace de produit actif".

"C'est cher, pour 85 % de saccharose et 15 % de lactose – bref, pour du sucre", peut-on lire sur les forums, où l'on calcule qu'Oscillo est vendu "160 000 fois plus cher que du sucre". En mars 2012, Boiron avait conclu une transaction (montant : 5 millions de dollars) en Californie. Un nouveau front s'est depuis ouvert au Canada, où deux organisations de sceptiques attaquent la firme pour des motifs similaires. Interrogée, l'entreprise choisit de ne pas commenter, lâchant tout de même que "les *class actions* sont presque un sport national en Amérique du Nord". Le laboratoire ne nie pas qu'aux dilutions commercialisées il ne reste plus de trace du produit actif d'origine – c'est même le principe qui permet de défendre l'innocuité des préparations devant l'ANSM. Normal, puisque c'est aussi un des axiomes fondateurs de l'homéopathie, qui postule que la "dynamisation" (en gros, à chaque dilution, le produit est secoué) "transfère" les propriétés de la substance d'origine.

L'idée d'Hahnemann était qu'en administrant au patient la substance qui, chez un sujet sain, donne les mêmes symptômes, on soigne le mal à la source ("loi de similitude"). En diluant cette substance, on

évite toute toxicité. En théorie, plus la dilution est élevée, plus le remède est puissant. Pour prendre l'exemple d'Oscillo, la dilution est de 200 K, alors que 40 K correspond à diluer un seul atome dans tout l'univers visible.

À l'échelon européen, les pouvoirs publics ne demandent pas à l'homéopathie de prouver son efficacité, seulement son innocuité (directive 97/73/CEE), et ont donc instauré un système d'enregistrement dérogatoire spécifique à la filière, en lui imposant de ne pas revendiquer d'indications thérapeutiques. Or l'innocuité est précisément garantie par la dilution, sur laquelle repose l'homéopathie. Un ar-

gument également utilisé par les signataires de la pétition (voir article ci-dessus) qui, pour mettre fin à la disparition massive des remèdes homéopathiques, ont sollicité la promulgation d'un arrêté autorisant les préparations à partir de la dilution 12 CH. "Car, en vertu de la constante d'Avogadro, à partir de cette dilution, il ne subsiste aucune trace détectable du produit d'origine, donc la sécurité virale est absolue", selon les termes d'Isabelle Rossi. Une analyse que partage le docteur Grandgeorge. Les détracteurs, eux, soulignent que, si l'homéopathie peut donner des résultats, c'est grâce au célèbre effet placebo.

■ A.N.



et toutes formes galéniques confondues. Nous avons consulté des experts, fait le tour de la matière bibliographique, trouvé des sources et déposé une demande d'EH, qui a été accordée. Mais fabriquer 1 000 tubes, vu les délais de péremption, ne rimait à rien. Nous avons donc descendu la limite à 200 unités." Manière pour le labo lyonnais de montrer sa bonne volonté. Sans cacher pour autant qu'il ne souhaite prendre aucun engagement sur les substances qui ne font pas partie de la liste des 1 163, ni sur les dossiers qui seront encore déposés après 2015.

Un quasi-monopole sur le marché français

Problème : 1 163 souches, c'est très peu aux yeux des homéopathes. "Nous travaillons avec 5 000 remèdes d'origine minérale, végétale ou biologique", témoigne le docteur Grandgeorge, auteur de plusieurs livres sur l'homéopathie et chargé d'enseignement à la faculté de médecine de Marseille. Quid des près de 4 000 autres souches utilisées par les médecins que nous avons interrogés ? "Au plus haut de sa nomenclature, Boiron disposait de 3 000 souches, rappelle Geraldine Garayt. Nous continuerons à déposer des souches après 2015, mais nous commençons par ce qui est déjà autorisé et remboursé." Elle ajoute que certaines souches vendues ailleurs en Europe n'ont jamais été autorisées en France, comme Carcinosinum (fabriqué à partir de biopsie de cancer du sein). Seuls cinq remèdes



"Tout homéopathe sérieux devrait avoir sa propre banque de remèdes, tout comme un garagiste possède son matériel"

Édouard Broussalian, homéopathe grenoblois

d'origine humaine sont commercialisables sur notre territoire.

Face à la pénurie, chacun s'organise comme il le peut. "Tout homéopathe sérieux devrait avoir sa propre banque de remèdes, tout comme un garagiste possède son matériel, affirme le docteur Édouard

Broussalian, homéopathe grenoblois exerçant à Genève, créateur notamment du site et de la WebTV Planète Homéo. J'ai moi-même un stock de 3 000 tubes. Je donne deux granules aux patients qui en ont besoin. Comme ça, pas besoin de leur faire commander des remèdes par Internet à l'étranger."

Une méthode également pratiquée par cet autre homéopathe qui préfère conserver l'anonymat, évoquant la puissance de Boiron : "Mon associé et moi-même disposons d'un millier de références. Cela prend de la place, et en outre, en tant que médecins, nous n'avons pas le droit de vendre des remèdes : nous en sommes donc de notre poche ! Nous n'avons pas non plus le droit d'orienter nos patients vers une pharmacie plutôt qu'une autre. J'en subis tous les jours les conséquences : le patient demande le remède à son officine habituelle, où son pharmacien, généralement réticent à l'homéopathie, consulte Boiron, qui lui répond que ce n'est pas disponible. Le pharmacien ne cherche pas plus loin – après tout, c'est de l'homéo, donc du vent : qui s'en soucie ? – et le patient me demande ce qu'il pourrait prendre d'autre. Or, Lac Humanum n'est pas Lac Maternum, et même des remèdes courants comme Stannum ne se trouvent plus. Et même si le patient finit par commander le bon remède à l'étranger, cela lui revient plus cher et lui prend surtout davantage de temps : si un enfant a 40° de fièvre, attendra-t-on ? Faute d'avoir été soigné à temps, il risque de se retrouver sous antibiotiques."

Boiron affiche ses bonnes intentions, mais son recentrage sur les 1 163 souches remboursables désolent les homéopathes,



qui jugent que le labo n'est guidé que par des considérations de rentabilité. "J'en ai parlé tout récemment à un haut cadre de Boiron, qui a reconnu que l'entreprise n'était pas à but philanthropique et que, pour des raisons économiques, elle avait décidé d'abandonner les souches non rentables, donc de ne pas déposer de dossier pour elles, révèle le docteur Devos. Or, ce sont les labos qui décident seuls quels remèdes ils présentent : les pouvoirs publics n'imposent aucune restriction."

Une précision confirmée par l'ANSM en des termes diplomatiques : "Le problème de la non-disponibilité de certains médicaments homéopathiques nous a été signalé fin 2012 par des patients, des médecins et des parlementaires. Nous avons alors constaté que cela portait sur des médicaments pour lesquels l'ANSM avait délivré un enregistrement : tout ce que nous autorisons n'était pas forcément disponible pour les patients par la suite. Il faut savoir que, quand l'ANSM approuve une souche, elle l'autorise sous toutes les formes galéniques (granules, globules, comprimés, solution buvable avec ou sans alcool, etc.) et pour toutes les dilutions de 2 à 30 CH. Par exemple, la souche *Abies Pectinata* est autorisée, mais n'est disponible chez Boiron qu'en 5 CH. Il ne faut donc pas confondre la politique commerciale des laboratoires, qui relève de leurs propres choix en vertu de la liberté du commerce, avec les limitations réglementaires. Il semble que Boiron ait changé de stratégie, car nous constatons que leur nomenclature et leur politique de mise à disposition évoluent." Certains fonctionnaires du ministère de la Santé usent de formulations moins mesurées quand ils évoquent le dossier, pestant contre Boiron qui "fait porter le chapeau aux pouvoirs publics des conséquences de ses décisions marketing".

Comme la firme lyonnaise se trouve en situation de quasi-monopole en France, sa politique influe sur tout le marché. Car l'expansion de Boiron a été ininterrompue depuis 1967, date à laquelle la fusion du laboratoire d'Henri Boiron, de celui de son frère Jean Boiron et d'un troisième labo parisien donne naissance aux Laboratoires Boiron, numéro un mondial du secteur dès leur création. Le début d'une croissance de 20 à 30 % qui durera jusqu'en 1986. Et d'une expansion internationale favorisée par la reconnaissance (et le remboursement partiel) de l'homéopathie par la Sécurité sociale dès 1965 (3). Après avoir investi l'Italie (1979), l'Espagne et les États-Unis (à partir de 1983), Boiron entre en Bourse (2^e marché de Lyon) en 1987. Puis vient le rachat des labos français LHF (1988) et Sibourg (1990). À partir de 1991, Boiron s'étend en Europe centrale et orientale. En 2005, il absorbe Dolisos, numéro 2 mondial du secteur, augmentant ainsi son chiffre d'affaires



Isabelle Rossi, présidente de l'APMH (Association pour la promotion de la médecine homéopathique)

© Fanny Molas

d'un tiers ; sept ans plus tard, Pierre Fabre SA, ancienne maison mère de Dolisos, cède sa participation de 15,5 % dans le groupe Boiron : c'est la famille Boiron et le laboratoire lyonnais lui-même qui rachètent ces parts. Enfin, la firme s'implante en Russie et au Brésil. La preuve de la toute-puissance de Boiron en France ? Le Conseil de la concurrence (devenu par la suite Autorité de la concurrence) s'est penché sur l'absorption de Dolisos par Boiron en 2005 et a bien constaté un "quasi-monopole de la nouvelle entité" (4). Elle ne l'a autorisée que sous réserve que "les parties s'engagent, pour une durée suffisante, à maintenir à leur niveau actuel le nombre et la fréquence des livraisons aux officines, à commercialiser l'assortiment complet des souches répertoriées sous leurs différentes dilutions et formes galéniques et à ne pas subordonner l'octroi d'avantages aux officines à un engagement d'approvisionnement exclusif en SNC [souches en nom commun, NdLR]".

Des best-sellers décriés par les homéopathes

"Si Boiron continue ainsi et que les autres labos disparaissent, nos manuels n'auront plus de sens, déplore notre médecin anonyme. Ces gens ne sont guidés que par le profit, ils n'ont aucune considération pour la vraie homéopathie. Leur devise, à mon avis, c'est : Simplifions la ligne, vendons nos best-sellers, *Oscillococcinum*, *Stodal*, *Arnigel*, etc., et engrangeons des bénéfices monumentaux [le résultat net de Boiron est de 49,63 millions d'euros pour 2012, en hausse de 17,5 % par rapport à 2011, NdLR]. Moi, je ne prescris presque jamais *Oscillo*, car il est fait à partir de viscères de canards malades. À mes yeux, prendre une dose en prévention peut être dangereux : si l'on est sensible au remède, cela peut vous rendre malade. La véritable homéopathie n'est pas anodine. Un enfant sensible à *Chamomilla* peut devenir insupportable si on lui en donne tout le temps."

La souche *Chamomilla* est présente dans

le "complexe" Camilia, un autre best-seller créé par Boiron pour les poussées dentaires infantiles. "Boiron, c'est pour le généraliste qui prescrit un peu d'homéo, soupire cet homéopathe. De l'homéopathie de supermarché, avec de belles têtes de gondole bien rentables. La qualité, la santé des gens, ce n'est pas leur souci principal, ils n'ont pas la notion de recherche du remède, de respect profond de l'individualité du patient."

Homéopathes "formatés" par Boiron

Le docteur Broussalian n'est pas plus tendre, dénonçant "une ploutocratie à l'œuvre : pour des motifs économiques, des intérêts privés ont fait main basse sur la médecine en général et sur les remèdes homéopathiques en particulier, en France puis en Europe. Avec une conséquence directe : à l'étranger, les Français sont considérés



"La survie de l'homéopathie est en jeu !"

Dr Philippe Devos

comme les guignols de l'homéopathie, du fait du dévoiement généralisé par Boiron et certains autres des principes de notre discipline ! Certes, Boiron affirme couvrir 80 % à 85 % des prescriptions, mais le jeu est faussé, puisqu'ils ont formaté des générations d'homéopathes à prescrire leurs spécialités. Et puis, que dit-on aux 20 % de patients qui ne peuvent pas obtenir le bon remède ? Pour moi, la distorsion de l'homéopathie par les laboratoires, leur mainmise sous forme d'enseignement, de syndicats, etc., en font les pires ennemis de l'homéopathie". Particulièrement visés, le Centre d'ensei-

gnement et de développement de l'homéopathie (CEDH) et le Syndicat national des médecins homéopathes français (SNMHF), perçus comme des sous-marins du labo lyonnais. La présidente du SNMHF, le docteur Dominique Jeulin-Flamme, ne cache pas que la pétition du docteur Grandgeorge la fait "bouillir de rage". Elle reconnaît la difficulté à se procurer certains médicaments homéo, mais invoque des difficultés dues à la période particulière dans laquelle le marché se trouve, avec cette nécessité de déposer des dossiers à l'ANSM.

"Boiron fait porter aux pouvoirs publics le chapeau des conséquences de ses décisions marketing"

Un fonctionnaire du ministère de la Santé

Côté formation, Isabelle Rossi, présidente de l'APMH (Association – de patients – pour la promotion de la médecine homéopathique) se réjouit que les signataires de la pétition aient demandé au ministère la reprise de l'enseignement de l'homéopathie à la fac. "Ne serait-ce qu'une dizaine d'heures : une première approche, libre aux étudiants d'approfondir ou non par la suite", dit-elle. Une manière de contrer l'influence du CEDH et des homéopathes dans la lignée de Boiron.

Justement, chez Boiron, on préfère évoquer l'existence d'une "école française d'homéopathie". Souvent appelée "pluraliste" ou "complexiste", reposant sur la prescription de complexes (mélanges) et autres "cocktails" de remèdes, elle n'est quasiment pas représentée à l'étranger. C'est un amusant paradoxe : la France abrite le numéro un mondial de l'homéopathie, alors que nos homéopathes ont mauvaise réputation. Le marketing très performant de Boiron a profondément modifié le marché français de la discipline, vieille d'un peu plus de deux siècles.

"Boiron répand cette vision dite "pluraliste" dans laquelle on prescrit davantage de remèdes, confirme le docteur Grandgeorge. Dans le monde, ce système est connu comme l'"homéopathie à la française". Et, croyez-moi, ce n'est pas un label de prestige à l'étranger ! Boiron est en train de répandre une homéopathie fast-food, avec toujours les mêmes remèdes standardisés, peu chers à fabriquer. Le McDo de l'homéopathie... C'est comme si l'allopathie décidait de renoncer à traiter les maladies rares : tout le monde crierait au scandale." Une comparaison qu'on récuse énergiquement chez Boiron, relevant que les laboratoires allopathiques qui travaillent sur les maladies



orphelines bénéficient de subventions spécifiques.

“Une homéopathie de pacotille se développe, qui se présente comme “pluraliste” ou “complexiste”, mais c’est de l’escroquerie intellectuelle, dénonce également le docteur Broussalian. L’homéopathie, telle qu’elle a été fondée par Hahnemann, c’est chercher la substance adaptée au patient à l’instant T. Évidemment pas donner un cocktail dans lequel on espère qu’au moins une souche agira ! Nous baptiser “unicistes”, c’est laisser croire qu’il existe plusieurs tendances d’égale valeur. Alors que nous seuls faisons vraiment de l’homéopathie, en individualisant complètement nos traitements. En somme, il y a un monde entre être homéopathe et distribuer des produits homéopathiques.”

Le 15 juin dernier, des défenseurs de l’homéopathie orthodoxe, dont le docteur Grandgeorge et Isabelle Rossi, ont été reçus au ministère de la Santé et à l’Élysée pour défendre leur cause. “Nous espérons prochainement un arrêté autorisant toutes les préparations à partir de la dilution 12 CH, dilution à partir de laquelle il ne subsiste aucune trace détectable du produit d’origine, ce qui assure une sécurité virale absolue.” Une saisine de l’ANSM en a résulté mi-septembre. L’Agence a trois mois pour répondre.

Le docteur Devos préfère quant à lui consacrer son temps et son énergie à la création d’une “banque de remèdes” internationale indépendante, la Remedy Bank : “Elle stockera et vendra des souches, mais ne fabriquera pas directement de re-

mèdes. Les locaux sont déjà trouvés, aux Pays-Bas, près d’un jardin botanique bio qui contient énormément de plantes utilisées en homéopathie, dans des conditions de traçabilité idéales. Dans un deuxième temps, la banque stockera aussi des remèdes biologiques. Il manque encore des capitaux pour boucler le projet, mais tout le monde peut acheter des parts !” ■

(1) https://secure.avaaz.org/fr/petition/Sauvegarde_de_la_medecine_homeopathique

(2) Unités de fabrication non industrielle de préparations homéopathiques.

(3) En 2004, le taux de remboursement des médicaments homéopathiques reconnus par la Sécurité a été réduit de 65 % à 35 %.

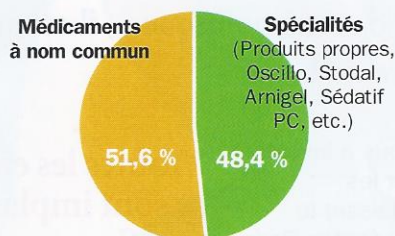
(4) Avis n° 05-A-01 du 7 janvier 2005 relatif à l’acquisition de la société Laboratoires Dolisos par la société Boiron.

“Notre vraie préoccupation, c’est la baisse d’activité”

Malgré les bons résultats de l’entreprise Boiron, les salariés craignent la fermeture des établissements “préparatoires”.

En août dernier, Boiron a annoncé des bénéfices semestriels en hausse de 168,7 %, confirmant le consensus des analystes sur la valeur boursière : “Acheter”. En mars, nos confrères de *La Tribune* s’étaient penchés sur cette star des valeurs lyonnaises, titrant : “Malgré sa bonne santé, l’avenir de Boiron suscite des interrogations”. Une certitude : Boiron est très rentable. “Sa rentabilité augmente, mais, paradoxalement, l’activité baisse, détaille Jean-Pierre Icard, délégué central (CFDT) et préparateur au sein du site marseillais de Boiron. Surtout au sein des établissements [essentiellement les fameux “préparatoires”, par opposition aux sites industriels de Messimy et de Sainte-Foy-lès-Lyon, NdLR], où beaucoup de fabrications ont été arrêtées du fait de la nouvelle réglementation. Or c’étaient souvent des préparations fabriquées à perte : le matériel est coûteux, et les prix étaient bloqués par le Gouvernement.” Le représentant syndical insiste sur le fait que Boiron n’est pour rien dans cette lourde exigence d’enregistrements homéopathiques. “Et une fois une souche approuvée, on ne peut plus la fabriquer dans les établissements, mais uniquement sur les sites industriels. Les préparatoires élaboraient également pas mal de produits peu dilués, donc pas homéopathiques au sens légal, dont la commercialisation a été arrêtée.” Jean-Pierre Icard juge qu’à terme il ne subsistera qu’un “gros tiers” des souches, soit 600 à 800. “Ce qui nous préoccupe le plus, à moyen terme, c’est l’emploi

Répartition du CA de Boiron



dans les préparatoires. Quelque 150 postes ont déjà disparu depuis deux ans, par non-remplacement des départs à la retraite. Nous craignons la fermeture de certains préparatoires. C’est difficile de prévoir les évolutions – d’ailleurs, quand on l’interroge sur l’avenir de l’emploi dans les préparatoires, la direction répond qu’elle n’a pas de boule de cristal. Tout cela dépendra aussi de l’attitude des médecins face à la nouvelle donne – à ce propos, nous aimerions que Boiron les informe plus activement, notamment sur le fait qu’ils peuvent encore prescrire des complexes [mélanges de plusieurs souches, NdLR] en préparation magistrale.”

On ne peut pas tenir rigueur à l’entreprise de sélectionner les dilutions qui sortent le plus souvent, reprend Jean-Pierre Icard, ajoutant que “la politique de Boiron est axée sur la rentabilité ; il faut dégager des fonds pour financer la recherche, pour prouver l’efficacité de l’homéopathie. Or nos médicaments sont vendus à des prix très modiques,

donc nous ne sommes pas sur un pied d’égalité avec les labos allopathiques. En plus, la crainte que l’homéopathie soit un jour déremboursée subsiste.” Une peur alimentée notamment par les class actions. “Après les États-Unis et le Canada, nous savons que de nouvelles actions de ce type sont susceptibles d’être intentées à tout moment, particulièrement en Amérique du Nord, reprend le représentant syndical. Ce n’est pas caché, mais c’est géré au niveau du groupe, pas du comité France, qui est notre périmètre d’action. Nous savons que l’entreprise a provisionné des sommes importantes pour y faire face.”

En 2004, Christian Boiron (né en 1947) avait cédé la présidence à son frère Thierry (né en 1961). En 2011, l’aîné a repris le pouvoir. De quoi nourrir chez les salariés des préoccupations sur l’avenir de l’actionnariat familial, d’autant que la famille Boiron a toujours mené une politique sociale avant-gardiste. Jean-Pierre Icard relativise : “Notre vraie préoccupation, c’est la baisse d’activité. La présence, à la direction France, d’Annabelle Flory-Boiron, fille de Christian, est une preuve supplémentaire de la volonté des Boiron de continuer à diriger l’entreprise.” Interrogé, Christian Boiron fait savoir qu’il “n’envisage, à court ou moyen terme, aucun changement dans la direction du groupe”, et que, “en tout état de cause, il appartiendra au conseil d’administration de décider des évolutions, le jour où elles deviendront nécessaires”.

■ A.N.